

## Un nouveau FIP... « à l'essai » dans un climat de réticence

Depuis 6 mois, les personnels de FIP s'opposent à un plan de réorganisation qui a pour conséquence de mettre en place un FIP national altéré par une réduction drastique de l'information de proximité sur les antennes locales de Bordeaux, Nantes et Strasbourg et une perte d'identité pour tout le réseau, y compris FIP Paris.

### *Abandon de proximité*

Le 4 avril 2008, la direction de Radio France annonce une réduction des deux tiers des programmes locaux et les fait passer de **12 h 30 quotidiennes à seulement 4 h** (de 16 h à 20 h).

**Devant la colère des personnels et le mécontentement des auditeurs, des acteurs culturels et associatifs réunis en comité de soutien et des élus politiques de tout bord, la direction accorde « royalement », le 23 septembre, quatre mini-décrochages locaux de 1 à 2 minutes le matin (à 9 h 30, 10 h 30, 11 h 30, 12 h 30).**

### *Double langage et désinformation*

Le 15 octobre 2008, à l'Assemblée Nationale, devant une délégation d'élus alsaciens menée par le député André Schneider, le PDG de Radio France Jean-Paul Cluzel affirme que les FIP de Strasbourg, Nantes et Bordeaux conserveront 7 h d'info culturelle quotidienne (9 h 30 à 12 h 30 et 16 h à 20 h). Pourtant, en interne, devant les personnels, la direction maintient la nouvelle organisation : 4 mini-décrochages le matin plus 4 h d'info locale de 16 h à 20 h. Face à la désinformation et l'impréparation du plan, un quatrième préavis de grève demandant le retrait du projet est déposé par les syndicats CGT, SUD, CFDT et SNFORT pour le 3 novembre.

### *Chantage et réorganisation expédiée*

Le 31 octobre 2008, lors de la négociation dans le cadre de ce préavis, les personnels dénoncent les incohérences et le manque de préparation du nouveau FIP. La direction fait alors du chantage en proposant d'accorder 2 h d'antenne locale en plus (de 11 h à 13 h) si les personnels appliquent ce plan dès le lundi 3 novembre. Mais si les syndicats maintenaient leur préavis de grève, l'offre n'était plus valable.

Malgré ce qu'il avait affirmé à l'Assemblée Nationale, le Président Cluzel ne respecte pas l'engagement du maintien d'une antenne locale de 9h30 à 12h30 !

### *Une identité menacée*

La situation reste insatisfaisante et problématique : la perte des infos culturelles locales est de 6 h 30 par jour (Bordeaux, Nantes et Strasbourg). FIP Paris, qui devient un FIP national abandonne lui aussi sa proximité avec ses auditeurs. De plus, le métier de chef d'antenne est menacé de suppression en avril et d'autres métiers vont être touchés : animatrices, technicien-nes et programmeur-trices.

**Appauvrissement du contenu culturel, suppression de la circulation, réduction de la proximité... c'est l'identité même de FIP qui est ébranlée !**

La majorité des personnels de FIP a voté sans conviction la levée du préavis, préférant interrompre ce prétendu dialogue social. La CGT, respectueuse comme les personnels, du maintien de l'intersyndicale a finalement levé le préavis. Maintenant, ce sont les faits qui vont mettre à l'épreuve les décisions de la direction. Les personnels, quant à eux, sont bien décidés à ne rien accepter qui mettrait en danger leurs métiers et leur chaîne. Ils attendent le point d'étape au Comité Central d'Entreprise de Radio France en décembre et la fin de la période probatoire en avril 2009 pour réaffirmer leur volonté de ne pas brader FIP, sa mission de service public et leurs métiers.

**Le combat des personnels de FIP, c'est aussi celui des auditeurs, des partenaires culturels, associatifs et des élus régionaux ! FIP, CE N'EST PAS FINI !**

Paris, le 5 novembre 08